

## A QUOI SERVENT LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES ?

Aujourd'hui vous avez sans doute la réponse à cette question parce que vous avez, fort naturellement, besoin de renseignements. Les agent(e)s vous les donnerons avec dévouement en cette période symbolique pour vous, comme pour eux. Mais vous devez prendre conscience de leur rôle tout au long de l'année et des attaques régulières qui fragilisent leurs missions à votre service. Le service de proximité que vous pouvez rejoindre est en danger aux motifs du dogme de la réduction du déficit public (70 milliards€ en 2015 mais une fraude fiscale de 60 à 80 milliards€ et une fraude sociale de 20 à 25 milliards€).



Concrètement cela se traduit dans notre administration par une volonté de « désintoxiquer » l'utilisateur du guichet. Danger pour ce service public parce que nos dirigeants politiques et administratifs ne jurent plus que par la dématérialisation et les services en ligne alors que nous avons reçu l'an dernier plus de 6 millions d'entre vous et répondu à plus de 3 millions d'appels téléphoniques.

Au fil des années, les services de proximité disparaissent. Les Trésoreries Locales ferment en masse, les Trésoreries Spécialisées (Hôpital par exemple) sont menacées et l'ensemble des sites sont fermés plusieurs demi-journées par semaine.

Par ailleurs, nombre de services tels ceux des Impôts des Entreprises vont être fusionnés et d'autres comme le Cadastre ou la Publicité Foncière sont menacés par des concentrations. Les agent(e)s des Finances Publiques considèrent cette réduction de l'action publique d'autant plus inacceptable dans un contexte économique et social fortement dégradé. En effet, comme trop souvent, ce sont les plus faibles qui en subiront le plus les conséquences.

## A QUOI SERT L'IMPÔT ?

C'est une autre question que vous vous posez régulièrement qui plus est dans cette période d'austérité. C'est légitime de vous interroger sur l'utilité des finances publiques. Mais attention aux discours trop populistes sur ces questions. Dans les pages qui suivent nous donnons des exemples sur le sens et l'utilité de l'impôt pour la société. Mais nous avons aussi un regard critique sur l'injustice du système fiscal et l'abandon des services qui le gèrent, le contrôlent et en assurent le recouvrement parce que cela renforce les injustices. **Ensemble, nous devons avoir une action citoyenne sur ces sujets.**



## LES 3 FONCTIONS HISTORIQUES DE L'IMPÔT ?

Historiquement l'impôt remplit 3 fonctions : **Financer l'action publique**, **Corriger les inégalités**, **Inciter à modifier les comportements**. Nous n'aborderons ici que les deux premières parce que la troisième est plus complexe à appréhender en si peu de place. Nous pouvons au moins dire que si cette 3ème fonction a une utilité démontrée sur la modification de certains comportements, elle est aussi l'une des principales sources de ce que l'on nomme les « niches fiscales » et donc nous interroge et parfois nous déplaît franchement.

### Financer l'action publique

Nous aurions pu prendre d'autres exemples sur le financement de l'action publique mais nous avons choisi d'en aborder deux au cœur de vos préoccupations : la santé et l'éducation. L'illustration ci-dessous résume une journée, certes un peu folle, mais qui montre bien le coût de la prise en charge par la collectivité via les services publics et la protection sociale. C'est bien notamment l'impôt et son utilisation qui permettent au plus grand nombre d'avoir accès à la santé. Notre propos n'est pas ici d'encenser un système mis à mal depuis de nombreuses années et pour une bonne part de plus en plus livré aux appétits du privé. Mais justement, cet exemple doit vous convaincre qu'il faut défendre les services publics, comme il faut soutenir les agent(e)s publics. Dans le même temps vous devez avoir une exigence citoyenne pour que l'impôt soit plus juste et que les établissements publics de santé et leurs agent(e)s soient mieux traité(e)s. Parce que c'est un bien commun qui sauvegarde notre passé et assure notre avenir.

### Santé : récit d'une « folle journée » à 5000€

Ma femme, enceinte, va voir le médecin  
Qui lui annonce qu'elle va accoucher



Elle me téléphone, je m'évanouis et me casse la jambe



Le Samu transporte ma femme  
à la maternité en urgence



Elle accouche sans délais

3 500€



Et je suis hospitalisé un jour



# Éducation : qui pourrait se la payer ?

Qui a conscience, comme le montre le tableau, que de la crèche à la terminale un enfant est pris en charge par la société à hauteur de 135 000€ ? Qui pourrait payer ces sommes comme c'est le cas dans nombre de pays ? Sans doute pas grand monde. Pour autant les chiffres montrent aussi que toute une classe, souvent celle qui pourfend l'État et son intervention, est celle qui en profite le plus. Logique, plus on est dans une classe aisée plus les enfants suivent des études et... plus on profite de l'investissement public sur l'éducation.

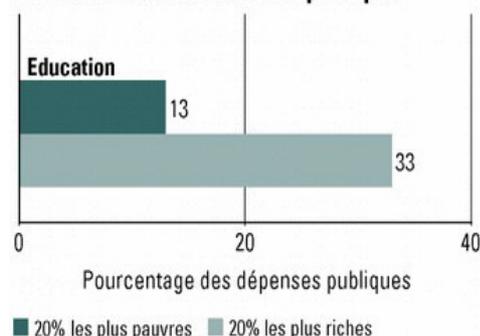
**Crèche** : coût garde privée 3 fois supérieur à crèche collective

**Maternelle** : Scolarisation à 3 ans en France (6 ans en Allemagne)

**PostBac** : le coût annuel d'une classe prépa est de 14 000€

**Sources** : cepremap, éducation nationale, ministère des finances

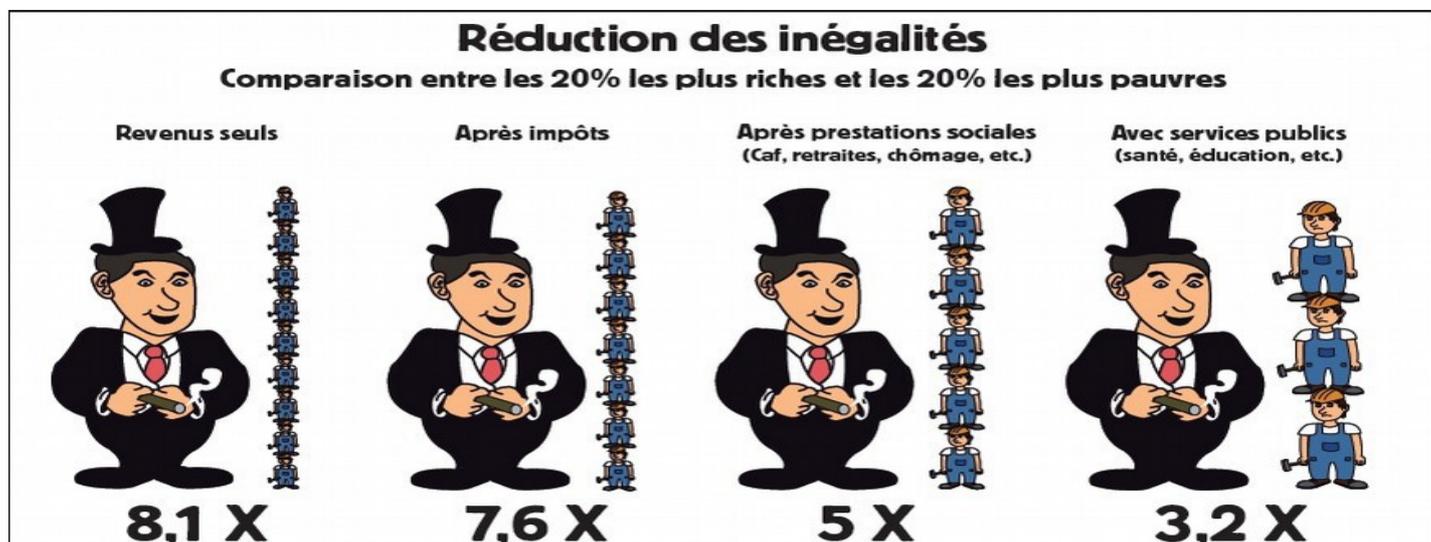
Bénéficiaires de l'éducation publique



	Crèche	Maternelle	Élémentaire	Collège	Lycée	Total
Coût Annuel en euros	15 000	5 000	5 500	8 000	10 000	
Nombre d'Années	2	3	5	4	3	17
Total	30 000	15 000	27 500	32 000	30 000	<b>134 500</b>

## Corriger les inégalités économiques et sociales

L'illustration parle d'elle-même. Nous savons que nous ne vivons pas dans « le monde des Bisounours » mais nous convaincus que les 20 % les plus riches de l'exemple pourraient contribuer beaucoup plus au bien commun. Nous voulons mettre le doigt sur des réalités trop souvent oubliées aujourd'hui. OUI, la redistribution des richesses par une contribution juste peut permettre au plus grand nombre de trouver et conforter sa place dans la société.



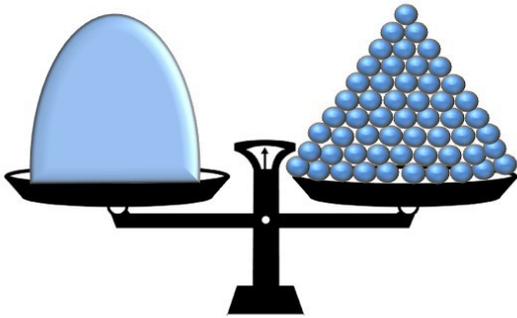
## Une réforme fiscale pour plus de justice sociale

Liliane Bettencourt

Patrimoine de la française  
la plus riche = 16,4 Md€

13 200 000 français

Patrimoine des 20 % des français  
les plus pauvres (2 premiers  
déciles) = 16,4 Md€



© Olivier Berruyer, [www.les-crises.fr](http://www.les-crises.fr)

Les politiques fiscales des gouvernements successifs sont en échec. Pire, avec un système fiscal de plus en plus complexe, instable et injuste, elles alimentent le rejet de l'impôt. **Une véritable réforme fiscale est donc plus que jamais nécessaire :**

- sur le plan « politique » mais aussi « citoyen », car le risque est grand de voir le consentement à l'impôt continuer de s'affaiblir face aux injustices ressenties ;
- sur le plan économique il y a urgence à réhabiliter les objectifs de l'impôt de financer l'action publique, de réduire les inégalités et d'orienter efficacement les comportements tout en régulant les « niches fiscales » ;
- sur le plan social, afin qu'une réforme fiscale se

traduise par davantage de justice sociale. **Les principaux objectifs d'une réforme fiscale devraient donc être :** la pédagogie citoyenne sur le sens de l'impôt, une réforme de fond visant à rendre la fiscalité locale et nationale plus juste, plus stable et plus simple, des avancées en matière d'harmonisation fiscale européenne, l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Ces orientations doivent également se traduire par un renforcement de l'administration fiscale, financière et foncière alors que, depuis 15 ans, elle a perdu plus de 35 000 emplois et une grosse part de ses crédits de fonctionnement.

## Des agent(e)s socialement utiles

Quand vous payez la cantine de vos enfants ou une hospitalisation il y a, en bout de chaîne, un(e) agent(e) des Finances Publiques dans une Trésorerie. Idem si vous achetez un terrain et construisez une maison avec un(e) agent(e) du Cadastre et d'un Service de Publicité Foncière. Si votre commune a des comptes certifiés, ils sont passés par le conseil et le contrôle d'un(e) agent(e) des Finances Publiques.

Dans la période vous allez dans un Service Impôts des Particuliers pour un renseignement et reconnaissez le professionnalisme et la disponibilité des personnels. Mais derrière la vitrine de l'accueil d'autres agent(e)s travaillent à asseoir l'impôt, le recouvrer et le contrôler. Cette phase n'est pas la plus populaire, mais elle est la nécessaire contrepartie du système déclaratif. Si les finances de la cantine ou de l'hôpital étaient gérées par le privé, si le cadastre et la publicité foncière ne garantissaient plus la propriété et si Internet devient « le maître » de vos relations avec l'administration, croyez-vous que ce sera plus simple, plus humain et moins cher ?



Si nous n'avons plus les moyens humains, législatifs et matériels de lutter contre la fraude, croyez-vous que vous paierez moins d'impôts ? Près de 1 400 emplois supprimés en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées depuis 2009. Cela ne s'est traduit ni par une simplification, ni par une baisse des dépenses publiques. Au contraire cela rajoute au chômage de masse et provoque une baisse des recettes publiques parce que toujours moins nombreux(ses), nous sommes moins efficaces face à des enjeux lourds pour la société.

En savoir plus sur notre site [http://solidairesfinancespubliques.fr/gen/espace\\_presse.php](http://solidairesfinancespubliques.fr/gen/espace_presse.php)